

C'est le moment ! ... de s'organiser !

Alors que nous, communistes, sommes massivement investi.e.s dans le mouvement social, une question se pose quant aux perspectives politiques que nous sommes capables d'y apporter. Question d'autant plus difficile que nous sommes *toujours* en période de congrès dit « extraordinaire », plus que jamais nécessaire en cette période de destructions de nos acquis sociaux.

Les différentes contributions qui sont parues, notamment « c'est le moment ! », nous ont donné des premières perspectives en apportant des éléments de réflexion générale. Nous adhérons à l'enjeu que devrait être celui du congrès, à savoir : « poser les bases d'un communisme du XXI^e siècle et révolutionner notre parti, sa stratégie, son organisation » en s'attelant à la construction d'un fond idéologique et revendicatif. Aussi nous avons attendu, comme de nombreux camarades des propositions concrètes. Au milieu du mouvement social se sont déroulés un certain nombre d'évènements nationaux (comme les assises de l'écologie) et locaux. Or ces débats, toujours très riches, ne rentrent malheureusement pas dans cet enjeu « extraordinaire ». Travailler sur l'écologie, l'éducation, l'Europe... nous en sommes tous, toutes capables et le faisons quotidiennement, de nos cellules (quand elles existent) à nos fédérations. Aujourd'hui nous voulons plus, c'est-à-dire débattre de l'organisation, de la structuration de notre parti, au-delà des positionnements des uns et des autres en fonction des différents textes de congrès.

Nous avons besoin d'unité idéologique et pratique, aussi cette contribution vise à nous faire réfléchir (collectivement) sur les mandats que nous porterons dans ce futur congrès. In fine, ce seront nos contributions, nos délégué.e.s, nos votes qui entameront la construction du Parti communiste de demain, ambitieux et efficace pour jouer pleinement son rôle dans la lutte des classes actuelle. Parce qu'il s'agit justement d'un congrès extraordinaire, il nous faut identifier les raisons de notre déclin, et se risquer à y apporter des solutions concrètes, c'est-à-dire trancher des débats qui aujourd'hui cristallisent des tensions au sein de notre organisation.

Nous notons par ailleurs que la question du bilan et de l'organisation ne sont pas suffisamment pris en compte dans la base commune. Cette dernière refuse par ailleurs de trancher la question des alliances de manière claire. A l'inverse nous aimerions que ces points soient pris en compte de manière prioritaire dans les débats à venir.

1. Un besoin de bilan, si critique soit-il.

La question du bilan est une nécessité pour réussir notre congrès : sans avoir pris connaissance de nos erreurs passées, il est impossible de nous penser dans l'avenir. Cela ne veut pas dire qu'il faille nier l'existence des contextes dans lequel notre Parti a évolué depuis la chute du mur : politiques de délocalisations et répressions syndicales, parcellisation des unités de production, déplacement des problèmes économiques dans le débat public sur des questions culturelles (« crise des civilisations », islamophobie, « faillite » de la famille...)... Par peur de l'assimilation au stalinisme nous avons totalement abandonné certains de nos moyens organisationnels et objectifs politiques : si nous ne nous revendiquons plus du centralisme démocratique, qui sommes-nous aujourd'hui, voulons nous toujours prendre le pouvoir et comment nous organisons-nous ? Alors que nous avons abandonné un certain nombre de références, nous n'avons pas réussi à nous réinventer en tant que communistes.

Un premier bilan que nous pourrions faire est celui de l'abandon théorique de la dialectique marxiste (qui ne se résume pas à l'utilisation de quelques termes marxistes), non pas comme

dogme mais comme grille d'analyse et surtout comme organisation concrète. Le deuxième concerne nos participations aux gouvernements (Mitterrand, Jospin). Il n'est pas inutile de rappeler qu'un vote « n'est qu'un vote » pour de nombreuses personnes, et même lorsque nous faisons 20%, notre électorat n'était pas « acquis », c'est-à-dire « communiste de fait ». Il était prêt à voter communiste, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Aujourd'hui le maintien de nos deux groupes parlementaires ne masque pas notre recul historique en termes de voix. Qui connaît le PCF, après deux élections sans candidat communiste à un moment où (malheureusement) toute la politique nationale ou presque est rythmée par la présidentielle ? Qui est capable de nous différencier de la France Insoumise sur le contenu revendicatif aujourd'hui ?

De manière très pratique, pourquoi nos directions ne nous présentent pas un bilan de leur mandat, de manière synthétique et accessible à chaque congrès ? Car ces bilans (idéologique et sur la prise de pouvoir) doivent nous permettre de répondre à deux questions : Dans quelle mesure la bataille idéologique nous permet-elle d'avoir des élu.e.s ? Dans quelle mesure nos élu.e.s nous permettent de mener la bataille idéologique ? Aujourd'hui, nos camarades élu.e.s sont de plus en plus isolé.e.s et prisonniers de la gestion de l'austérité. Les bilans rendus aux sections dépendent trop souvent des contextes locaux, et ne nous permettent pas de mener à grande échelle une réflexion collective sur les contradictions dans lesquelles nous sommes pris. C'est également tout le rapport élu-es –Parti qu'il nous faut reconsidérer.

2. La stratégie n'est pas qu'une question d'alliance

Nous l'avons dit, ces dernières législatives ont été une catastrophe pour notre parti (et plus largement), avec un constat amer : notre stratégie de repli sur quelques bastions et notre ancrage local n'est plus suffisant pour contrer la marée de la présidentielle. De la même manière, « l'union » et « le rassemblement » ne se décrètent pas, et ne peuvent être invoqués « d'en haut » sans unité dans l'action. Aussi, la question n'est pas de déterminer pour quel candidat nous devrions faire campagne, mais de savoir dans quel but et sur quelle base construisons-nous nos alliances ? En somme, à quels prix sommes-nous prêts à nous allier ? Un des constats que l'on peut faire est notre illisibilité sur cette question au niveau national. Si le contexte local a son importance, il a aussi ses limites. Partir avec Mélenchon à la présidentielle (sans aucune contrepartie) puis localement, avec ou contre ses candidats (pour une élection nationale) était simplement incompréhensible. Nos choix lors de cette dernière période électorale posent également la question de notre réactivité, et de nos priorités dans la lutte. Priorisant une stratégie d'alliance électorale avant tout, nous avons été poussé à nous intégrer aux pires mécanismes électoralistes tels que les primaires, sans pour autant percer dans le paysage politique.

Comment aborder la question de la stratégie sans perspective internationale ? Nous saluons le fait d'avoir déjà un chef de file pour les européennes, ce qui nous permettra un autre choix que celui de se rallier au dernier moment à qui veut. Les européennes devront néanmoins s'inscrire dans les décisions de notre congrès, puisque pour l'instant un certain nombre de questions de fond ne sont pas tranchées. Alors que l'obscurantisme gagne du terrain en Europe, l'impulsion d'une nouvelle internationale communiste n'est-elle pas nécessaire ? L'émergence de partis comme le PTB en Belgique, le succès du parti travailliste en Angleterre, la stratégie du Parti Communiste Portugais sont autant d'espoir à l'opposé des réactionnaires et conservateurs en tout genre.

En France, alors que les droites s'assument pleinement, nous peinons à nous revendiquer communistes. Pourtant, pour la première fois depuis la chute du mur, c'est bien cette identification qui pourrait faire notre succès. Le résultat de toutes nos stratégies électorales est sans appel : en adoptant une stratégie de prise de pouvoir comparable à celle de la social-

démocratie, c'est-à-dire à ne voir la prise de pouvoir qu'à travers le prisme des urnes, nous l'avons suivie dans le ravin. Si ce congrès doit acter quelque chose ce devra d'abord être ceci : Nous négligeons encore trop les perspectives politiques, autres qu'électorales, que nous devons apporter aux mobilisations sociales.

Or, le PCF a le devoir et la responsabilité d'avoir des militant.e.s impliqué.e.s dans les mouvements sociaux qui soient des cadres capables de maîtriser la théorie et de la décliner dans la pratique pour animer des débats et ateliers d'éducation populaire, afin de faire émerger **une conscience de classe**. Émanciper les travailleurs et travailleuses de demain, aller vers des luttes « en positif » et conquérantes, croire en notre capacité d'action **et d'organisation du prolétariat** : voilà des perspectives que nous pourrions décider d'adopter pour ce prochain congrès. Le choix n'est pas anodin, il doit se traduire par un abandon du discours victimaire. Une classe laborieuse organisée, consciente d'elle même, seule productrice de richesse, ne se bat pas pour le pouvoir d'achat qu'un patron devrait lui donner, elle se bat pour le pouvoir tout cours, pour la possession des moyens de production.

3. Préserver et améliorer notre outil : Le PCF

Nous avons été capables de former une élite ouvrière de haut niveau dans un contexte d'après-guerre, le sommes-nous toujours aujourd'hui ? Quels moyens attribue-t-on réellement à la formation des militant.e.s du Parti ? Comment l'intégrer dans l'agenda militant, souvent morcelé par les élections ? Ce sont ces questions qu'il nous faut mettre en débat, de manière concrète.

Jusqu'à une période récente, nous nous présentions à travers nos origines sociales et notre parcours militant lorsque nous accédions à des responsabilités dans nos structures. Aujourd'hui, c'est le fait d'être « jeune » qui est présenté comme un marqueur du renouvellement (sans le lier par ailleurs suffisamment au rôle de nos organisations de jeunesse). Une syndicaliste de 50 ans, nouvellement adhérente au PCF, est pourtant « jeune », alors qu'un militant âgé de 30 ans, permanent politique depuis ses 25 ans ne l'est pas de la même façon et ne peut pas être réduit à ce qualificatif. Il n'y a pas « de jeunesse unifiée », mais des jeunes évoluant dans des rapports de classes, dans des territoires recoupant des réalités différentes. Sans prendre en compte suffisamment la question de l'origine sociale, nous passons à côté de l'essentiel : qui voulons-nous représenter et de qui sommes-nous le Parti ?

Parce que nous ne vivons pas en dehors de la société, nous subissons au sein de notre structure des mécanismes de domination sexiste, raciste et de classe que nous reproduisons malgré nous. En être conscient, c'est décider de les combattre. Décider de les combattre, c'est se doter d'outils d'analyses, c'est former les camarades sur ces sujets, c'est se décider à agir. Il ne s'agit pas d'être rigide, avec par exemple une politique de quotas, mais de donner à ces sujets toute la dimension politique qu'ils méritent en se fixant des objectifs. Oui, au prochain CN nous aimerions que soient représentés plus d'agriculteurs/trices, d'employé.e.s, d'ouvriers.ières et plus généralement de travailleurs et travailleuses précaires. Nous voudrions qu'apparaisse la condition sociale ou le métier des uns et des autres, en plus de la fédération d'origine pour les membres élu.e.s. Oui, pour ce congrès, nous voudrions un large renouvellement des cadres du Parti (en mettant en avant plus de militant.e.s de province au niveau national, au CN comme au CEN) tout en pensant le renouvellement des fédérations. Nous pensons d'ailleurs que l'émergence d'une co-direction pour les secrétaires (une femme/un homme) pourrait nous permettre de mieux réguler les décisions politiques, et de combattre plus efficacement le sexisme dans notre structure.

Pour tendre vers ces objectifs, nous devons nous pencher attentivement sur la question des délégué.e.s envoyé.e.s au prochain congrès. Dans une période de mobilisations sociales, il est crucial d'envoyer plus d'acteurs et d'actrices du mouvement social. Nous devons mettre en avant des camarades issus de milieux ruraux et de quartiers populaires, des camarades privé.e.s d'emploi, si souvent absent.e.s des structures représentatives, et que personne d'autre ne représentera.

Dans la continuité des « jeunes dirigeant.e.s et élu.e.s », nous avons choisi de développer ces points spécifiques et invitons ceux qui s'identifieraient à nos analyses à rebondir sur cette tribune. Nous invitons également ceux qui souhaitent traiter d'autres enjeux à le faire de la même façon et via leurs sections. Enfin, nous invitons l'ensemble des camarades à s'investir massivement pour que ce congrès soit réellement extraordinaire.

ALPHON-LAYRE Aurélien : privé d'emploi, employé magasin (PCF30), AVENANTE Claude : retraité, éducation nationale (PCF 34), CABECA Isabelle : retraitée, chargée de mission culturelle (PCF34), CARRE Dominique : retraitée, éducation nationale (PCF 34), DELAMARE Claire : assistante sociale (PCF 30), DELMAS Léa : cadre contractuelle de la territoriale (PCF94), DELTERME Denise : retraitée, éducation nationale (PCF34), DENIS Julie : saisonnière agricole (PCF34), DEWAS Marie-France : retraitée, conseillère en communication (PCF34), DURAND Maeva : précaire de la recherche (PCF94), CHIROSSEL Pablo : animateur (PCF94), HAFEKOST Quentin : magasinier dans l'ameublement (PCF70), HOLARD Gabriel : enseignant (PCF94), MANDRON Elsa : enseignante lycée pro, MARGUERON Billy : privé d'emploi, artiste (PCF73), MAZZA Sabrina : auxiliaire de vie (PCF30), VIRE Florian, moniteur d'auto-école, autoentrepreneur (PCF34).